

ARRETE PERMANENT

ARRÊTÉ N° 2023-899

**DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET DE L'AMENAGEMENT
URBAIN - CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - SERVICE DES
INFRASTRUCTURES**

Réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de Saint-Cyr-sur-Loire pour l'allée
Andrée Colson (anciennement impasse du 51 rue de la Chanterie) (voie privée ouverte à la circulation)

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des
départements et des régions,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2.

Vu le Code de la route,

Vu le Code pénal,

Vu l'arrêté municipal n° 2003-816 du 12 décembre 2003 relatif à la réglementation de la circulation des poids
lourds dont le poids total autorisé en charge ou dont le poids total en transit roulant autorisé est supérieur à
7,5 tonnes sur la commune de Saint Cyr sur Loire,

Considérant que le maire exerce, à l'intérieur de l'agglomération, la police de circulation sur l'ensemble des
voies ouvertes à la circulation publique, qu'elles soient privées ou publiques. En outre, le maire dispose sur le
territoire de la commune de pouvoirs de police administrative qui comprennent notamment « tout ce qui
intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ».

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la réglementation de la circulation et du stationnement de l'allée
Andrée Colson afin d'assurer une meilleure sécurité pour les usagers,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : REGLEMENTATION DE LA VITESSE

La vitesse est limitée à 50 km/h conformément à l'article R413-3 du Code de la route.

ARTICLE DEUXIEME : REGIME DE CIRCULATION COURANT

L'allée Andrée Colson est en double sens de circulation.

Hôtel de ville

ARTICLE TROISIEME : REGIME DE CIRCULATION AUX CARREFOURS

Le débouché de l'allée Andrée Colson n'est pas prioritaire sur la rue de la Chanterie.

ARTICLE QUATRIEME : STATIONNEMENT

Le stationnement est libre.

ARTICLE CINQUIEME : CIRCULATION DOUCE

Sans objet.

ARTICLE SIXIEME : LIMITATION TONNAGE - HAUTEUR

La circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 7,5 tonnes est interdite sauf transport en commun, services publics et assimilés et dessertes locales.

ARTICLE SEPTIEME : DISPOSTIONS PARTICULIERES

Sans objet.

ARTICLE HUITIEME : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées au moyen de procès verbaux dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Un exemplaire du présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à Saint Cyr sur Loire.

ARTICLE NEUVIEME : AMPLIATION

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique d'Indre-et-Loire, Commissaire central de Tours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise à :

- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain,
- Le Chef du poste de Police Nationale de Tours,
- Le service de Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,
- Le service de la Collecte Tours Métropole Val de Loire,
- Les services de Fil Bleu,
- Les services de la Poste.

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à SAINT-CYR-SUR-LOIRE, le quinze juillet deux mille vingt-trois.

Pour le Maire et par délégation,
Le Septième Adjoint délégué à
l'Aménagement Urbain



Michel GILLOT

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE

02 AOUT 2023

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité,
compte tenu de son affichage, de sa publication ou
de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,
Le Septième Adjoint délégué à
l'Aménagement Urbain



Michel GILLOT